International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 1 (2026), pp. 1-15
ISSN 2823-9350

La gestion des prix de transfert et le contrôle fiscal au Maroc

Transfer pricing management and tax control in Morocco

Rachid BENABOUD
Doctorant à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Tanger, Laboratoire de Recherche en Economie et Développement durable, Université Abdelmalek Essaâdi
rachid.benaboud@etu.uae.ac.ma

El Hassan TAACHA
Professeur chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Tanger, Membre du Laboratoire de Recherche en Economie et Développement durable, Université Abdelmalek Essaâdi
etaacha@uae.ac.ma

Correspondence address: FSJEST, Université Abdelmalek Essaâdi , Maroc.

Cite this article BENABOUD, R. TAACHA, E (2026). La gestion des prix de transfert et le contrôle fiscal au Maroc. International Journal of Economics and Management Sciences, Volume 5, Issue 1 (2026), pp. 1-15

Accepted: 01/15/2026

Copyright © IJEMS

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 1 (2026), pp. 1-15
ISSN 2823-9350

Résumé :

Cette étude explore la gestion des prix de transfert et le contrôle fiscal au Maroc à travers une approche systématique et bibliométrique. Elle analyse l'évolution temporelle des tendances de publication, la productivité des pays dans ce domaine, ainsi que les co-occurrences des mots-clés. Le cadre théorique repose principalement sur la théorie d'agence, mettant en évidence les conflits inhérents entre les parties prenantes des entreprises multinationales et les autorités fiscales. Les résultats obtenus via l'analyse de 1075 articles traités à travers le logiciel VOSViewer, fournissent des pistes de réflexion sur les dynamiques de gestion des prix de transfert et offrent des recommandations aux décideurs et chercheurs visant à renforcer la conformité fiscale et l'équité.

Mots-clés : Prix de transfert, Contrôle fiscal, Théorie d'agence, Analyse systématique et bibliométrique

Abstract :

This study explores transfer pricing management and tax control in Morocco through a systematic and bibliometric approach. It analyzes the temporal evolution of publication trends, country productivity in this field, and keyword co-occurrences. The theoretical framework is primarily based on agency theory, highlighting the inherent conflicts between multinational enterprises' stakeholders and tax authorities. The findings, derived from the analysis of 1,075 articles processed using VOSviewer software, provide insights into transfer pricing management dynamics and offer recommendations for policymakers and researchers aiming to enhance tax compliance and fairness.

Keywords : Transfer pricing, Tax control, Agency theory, Bibliometric analysis

1. Introduction

Les opérations commerciales contemporaines, en effet, s'affranchissent des frontières nationales pour s'intégrer à une échelle mondiale, englobant ainsi une pluralité de pays. Une telle dynamique, par ailleurs, est largement attribuée au phénomène de la mondialisation, lequel agit comme un catalyseur en optimisant, d'une part, la circulation des biens et des services, et, d'autre part, celle des capitaux et de la main-d'œuvre (Rogers & Oats, 2022).

Les avantages issus de la facilité qu'offre la mondialisation ont favorisé la prolifération des entreprises multinationales à travers divers pays (Kohlhase & Wielhouwer, 2023). Ces dernières établissent des filiales dans des juridictions étrangères, engendrant ainsi des bénéfices notables pour chaque pays hôte (Rathke et al., 2021). En effet, l'expansion des entreprises multinationales contribue à stimuler l'activité économique en générant des opportunités d'emploi et en facilitant les flux de capitaux (Hemling et al., 2022). De surcroît, la présence de ces entités multinationales permet aux gouvernements de percevoir des recettes fiscales provenant de leurs bénéfices. Par ailleurs, des recettes fiscales supplémentaires peuvent être collectées grâce aux importations et exportations réalisées par chaque entreprise multinationale, renforçant ainsi les ressources budgétaires de l'État (Ftouhi & Ghardallou, 2020).

Les échanges commerciaux transfrontaliers réalisés par les entreprises multinationales représentent, certes, une opportunité stratégique pour leur développement. Toutefois, ces transactions peuvent également être exploitées comme un levier pour réduire leur charge fiscale (Otusanya, 2011). Cette optimisation résulte principalement de la structure organisationnelle de ces entreprises, qui s'appuient sur un réseau de filiales implantées dans des pays aux régimes fiscaux et aux taux d'imposition variables (Liu et al. 2015). Lorsque les taux d'imposition d'un pays s'avèrent significativement plus élevés que ceux d'autres juridictions, les entreprises multinationales mettent en œuvre des mécanismes pour alléger leur fiscalité. À cet égard, les travaux de Klassen et al. (2017) ont montré que ces entreprises adoptent des stratégies spécifiques visant à réduire leurs obligations fiscales.

L'une des pratiques couramment utilisées dans ce cadre est le recours aux prix de transfert. Cette méthode consiste à fixer des prix pour les transactions entre filiales de manière à diminuer les bénéfices imposables (Liu et al., 2017). Par exemple, des produits sont transférés entre sociétés affiliées à des prix inférieurs à leur valeur réelle, ce qui réduit artificiellement les bénéfices de la maison mère et, par conséquent, son assujettissement fiscal. Cela a pour effet de diminuer les recettes fiscales collectées par l'État de domiciliation de l'entreprise multinationale. Ainsi, le recours aux prix de transfert par les entreprises multinationales représente un enjeu majeur pour les gouvernements, car ces pratiques fragilisent les bases fiscales des pays concernés, entraînant une érosion significative des revenus publics (Sebele-Mpofu et al., 2021).

Un large corpus de travaux académiques s'est intéressé aux problématiques de l'évitement fiscal et des prix de transfert. À titre d'exemple, Taylor et Richardson (2012) ont établi une corrélation significative entre les prix de transfert et les stratégies d'évitement fiscal. De manière similaire, les recherches de Pangaribuan et al. (2021) ont démontré que les prix de transfert exercent un effet simultané sur l'évitement fiscal. Leurs résultats mettent en évidence que, bien qu'ils puissent offrir des avantages opérationnels aux entreprises, les prix de transfert sont souvent utilisés par les multinationales pour réduire artificiellement leurs obligations

fiscales, aboutissant ainsi à une charge fiscale nettement inférieure à celle attendue dans leur pays d'origine.

Sur la base de ces constats et des enseignements tirés des recherches antérieures, la présente étude se propose de réaliser une étude systématique et bibliométrique au sujet des prix de transfert et le contrôle fiscal. L'objectif est d'analyser les tendances de publication et d'identifier les lacunes afin de justifier l'originalité d'étude de ce sujet dans un contexte émergent à savoir le contexte marocain.

2. Revue théorique

2.1. La théorie d'agence

Le gestionnaire (ou agent) est incité par le propriétaire (ou principal) à diriger l'entreprise dans le but d'en augmenter la valeur. Dans l'exercice de ses fonctions, le gestionnaire utilise les ressources de l'entreprise afin de maximiser les bénéfices pour le propriétaire. Cependant, ce processus peut entraîner un conflit d'intérêts entre le gestionnaire et le propriétaire, connu sous le nom de conflit d'agence. En réponse à ce conflit, le principal encourage l'agent à poursuivre les activités de l'entreprise conformément à ses directives, en offrant une rémunération substantiellement plus élevée que la norme (Lee et al., 2015). Ainsi, les gestionnaires cherchent à améliorer la performance et la valeur de l'entreprise afin de recevoir la compensation promise par le propriétaire.

Dans cette optique, le bénéfice net devient un élément crucial. Une entreprise performante est généralement caractérisée par une augmentation de ses bénéfices, ce qui est perçu favorablement par les propriétaires et les investisseurs. Cependant, le bénéfice net est également affecté par les charges d'exploitation, dont la fiscalité, qui peut entraîner une diminution des profits (Dwi Putra et al., 2019). En conséquence, les gestionnaires sont amenés à envisager des stratégies pour minimiser cette charge fiscale, notamment par l'évitement fiscal. Cela conduit à un conflit d'intérêts entre les gestionnaires et les propriétaires. En effet, si l'augmentation des bénéfices provient principalement de l'évitement fiscal, le propriétaire peut être désavantagé, car les profits issus des activités opérationnelles soutiennent la croissance de l'entreprise. Dès lors, si les gestionnaires se concentrent sur l'augmentation des bénéfices par l'évitement fiscal, la croissance de l'entreprise pourrait en être freinée.

2.2. L'évitement fiscal (Tax Avoidance)

L'évitement fiscal constitue une démarche adoptée par les entreprises visant à minimiser le montant des impôts dus aux États, tout en respectant les dispositions légales en vigueur (Khoirul Huda et al., 2017). Ce comportement peut être perçu comme une forme de non-conformité fiscale, déclenchée par divers facteurs tels que les taux d'imposition élevés, la probabilité d'être détecté par l'administration fiscale, ainsi que les préférences en matière de prise de risque des contribuables (Hanlon & Heitzman, 2010). Dans les pays où les taux d'imposition sont faibles, le contrôle fiscal moins rigoureux et où les contribuables ont une propension à prendre des risques, on observe généralement un niveau élevé d'évitement fiscal. De plus, cette pratique peut découler des divergences existantes entre les règles comptables et fiscales, ce qui conduit à des différences dans la reconnaissance des transactions, selon qu'elles soient traitées sous l'angle comptable ou fiscal. Bien que l'évitement fiscal n'enfreigne pas directement les normes

en place, il ne doit pas être négligé, car il peut entraîner une érosion substantielle des recettes fiscales d'un pays (Sebele-Mpofu et al., 2021).
Le principal facteur à l'origine de cette pratique est le taux d'imposition (Hanlon & Heitzman, 2010). En effet, des taux d'imposition élevés peuvent inciter les entreprises multinationales à rechercher des stratégies permettant de réduire leur imposition, car des taux excessivement élevés entraînent des paiements fiscaux importants, ce qui diminue les bénéfices nets de l'entreprise. En outre, l'évitement fiscal peut résulter des intérêts personnels des gestionnaires d'entreprise, qui cherchent à accroître leurs gains (Davies et al., 2018). Dans de nombreuses entreprises, les primes accordées aux gestionnaires sont étroitement liées aux bénéfices réalisés. Lorsque la charge fiscale est réduite, les bénéfices après impôt augmentent, entraînant ainsi une augmentation des primes perçues par les gestionnaires. La charge fiscale étant souvent perçue comme l'un des coûts les plus élevés pour une entreprise, les gestionnaires peuvent être amenés à adopter des stratégies pour réduire cette obligation (Gaaya et al., 2017).

2.3. Prix de transfert

Le prix de transfert désigne une pratique consistant en des transactions de biens ou de services entre des sociétés mères et leurs filiales, ou entre des filiales au sein d'un groupe multinational (Lin & Chang, 2010). Selon Pangaribuan et al. (2021), cette pratique s'étend également aux transactions entre des entreprises liées, où la relation hiérarchique se manifeste par des échanges entre la société mère et ses filiales, ou inversement. Dans le cadre de la gestion d'entreprise, le prix de transfert peut conférer des avantages stratégiques, notamment en renforçant la compétitivité des sociétés et en offrant une plus grande flexibilité dans le transfert de fonds internes. Cependant, il peut également être employé comme un outil d'optimisation fiscale, contribuant ainsi à réduire les obligations fiscales des entreprises (Lin & Chang, 2010). Cette pratique, bien que conforme aux législations fiscales, peut engendrer des phénomènes d'évitement fiscal susceptibles d'entraîner une érosion des recettes fiscales dans les pays concernés (Sebele-Mpofu et al., 2021).
Le recours au prix de transfert à des fins d'évitement fiscal peut, d'une part, avoir des effets bénéfiques en termes de performance économique pour l'entreprise, mais, d'autre part, il peut induire une réduction de la charge fiscale et compromettre la collecte des recettes fiscales nationales. En effet, les entreprises multinationales peuvent utiliser cette méthode pour transférer des bénéfices d'une société mère soumise à des taux d'imposition élevés vers une filiale localisée dans un pays offrant des taux d'imposition plus avantageux (Clempner, 2019). Ce mécanisme de fixation de prix de transfert inférieurs conduit à une diminution du bénéfice imposable de la société mère, réduisant ainsi le montant des taxes à acquitter. Par ailleurs, Clempner (2010) souligne une autre stratégie utilisée dans ce domaine, où la société mère peut fixer des prix de transfert plus élevés pour les biens ou services fournis à des filiales situées dans des pays à taux d'imposition plus élevés. Cette méthode augmente artificiellement les coûts de production de la société mère, diminuant ainsi ses bénéfices et, en conséquence, ses obligations fiscales.

2.4. La qualité d'audit et de contrôle

La qualité d'audit et de contrôle est d'une importance capitale, car elle joue un rôle essentiel dans la gestion des conflits d'intérêts pouvant surgir entre la direction d'une entreprise et ses actionnaires externes. En assurant un niveau élevé de qualité d'audit, il devient possible de résoudre efficacement les problèmes d'agence, tout en favorisant la transparence, la responsabilité et la confiance dans les rapports financiers. La réduction optimale de ces conflits permet de mieux aligner les intérêts des différentes parties prenantes et d'établir une relation plus harmonieuse entre la direction et les actionnaires (Guenther et al., 2017). En tant qu'élément clé de la gouvernance d'entreprise, la qualité de l'audit limite les comportements inappropriés des gestionnaires, prévient les fraudes comptables et les irrégularités (Chong et al., 2018).

La qualité de l'audit est intrinsèquement liée à la capacité de l'auditeur à détecter et à réduire les pratiques nuisibles, les violations comptables douteuses et les anomalies significatives, en comparaison avec des auditeurs de moindre qualité. En raison de la nature difficilement observable de cette qualité, les auditeurs font appel à des indicateurs, tels que leur réputation, pour communiquer efficacement et démontrer leur compétence. Ces signaux agissent comme des indices indirects pour les parties prenantes, offrant ainsi des informations précieuses sur la fiabilité perçue de l'auditeur (Chong et al., 2018).

3. Les prix de transfert et le contrôle fiscal au Maroc

La question des prix de transfert a émergé et s'est progressivement développée aux États-Unis, avant de se diffuser, dans un ordre chronologique, vers l'Asie, le Canada, l'Europe, et enfin l'Amérique latine. En matière de prix de transfert, les États-Unis ont joué un rôle pionnier, établissant des bases normatives qui ont influencé le développement de cette problématique à l'échelle mondiale (Lanis et Richardson, 2013).

Dans ce contexte, le Maroc ne saurait ignorer les défis liés aux prix de transfert. En effet, la présence croissante de filiales de groupes américains, européens et même arabes dans le royaume, ainsi que l'ouverture accrue de l'économie marocaine, favorisée par la multiplication des accords de libre-échange, soulignent l'importance croissante de cette question (Chaihab & Abkar, 2024). Ainsi, les prix de transfert deviennent un enjeu majeur pour l'administration fiscale marocaine, qui devra adapter ses mécanismes de contrôle afin de répondre aux défis fiscaux associés à cette pratique. Dans la même veine d'idées, les prix de transfert au Maroc sont fréquemment au cœur des redressements fiscaux lors des contrôles effectués sur les sociétés filiales, succursales ou établissements stables appartenant à des groupes multinationaux. En effet, l'administration fiscale, dans le cadre de ces vérifications, a tendance à réévaluer de manière significative les bases d'imposition des contribuables, ce qui conduit souvent à des ajustements importants des montants dus. Parmi les éléments les plus souvent remis en cause, on retrouve le paiement des « management fees », le versement de redevances, ainsi que le niveau des prix d'achat des marchandises entre sociétés liées (Elhammoudi& Abkar, 2022). Ces pratiques sont systématiquement scrutées, car elles peuvent être perçues comme des mécanismes permettant de manipuler les résultats financiers et de réduire artificiellement la base taxable. Par conséquent, l'administration fiscale accorde une attention

particulière à ces aspects dans le cadre des procédures de vérification comptable, cherchant à garantir la conformité des pratiques des entreprises aux règles fiscales en vigueur.

Dans le cadre du contrôle fiscal, la Direction générale des Impôts (DGI), en tant qu'administration fiscale marocaine, dispose d'un pouvoir d'appréciation en ce qui concerne les prix de transfert appliqués par les filiales. Ce pouvoir repose sur les dispositions fiscales spécifiques qui régissent cette matière. Conformément à ces règles, la DGI est autorisée à procéder à une évaluation directe des prix pratiqués lors des transactions intra-groupes, en se basant sur les informations dont elle dispose (Chaihab & Abkar, 2024).. Dans la pratique, l'administration fiscale utilise plusieurs indicateurs financiers pour réaliser cette évaluation, parmi lesquels figurent notamment :

- La marge d'exploitation ;
- Le rapport entre le résultat d'exploitation et le chiffre d'affaires ;
- Le rapport entre le résultat d'exploitation et les charges d'exploitation ;
- L'excédent brut d'exploitation (EBE) ;
- La valeur ajoutée ;
- Le rapport entre la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires.

En procédant ainsi, la DGI cherche à déterminer si un transfert indirect de bénéfices a été effectué. Pour ce faire, elle compare les résultats obtenus par la filiale en question avec ceux d'entreprises similaires opérant dans des conditions de marché proches. Cette comparaison permet à l'administration de s'assurer de la conformité des prix de transfert appliqués et de détecter toute anomalie susceptible de réduire indûment la base taxable dans le pays.

4. Méthodologie

L'article commence par une analyse statistique pour explorer la base de données. L'analyse statistique donne un aperçu des constituants, p. ex., les auteurs, les institutions, les pays et leurs contributions dans un domaine de recherche. Par la suite, l'article procède à une analyse bibliométrique qui met l'accent sur les relations et les liens entre les éléments de recherche, p. ex., les auteurs, les institutions, les pays, les sujets. Les alternatives à l'analyse bibliométrique sont les altimétriques, les avis d'experts, l'exploration de texte, l'apprentissage automatique et l'analyse de la gestion des prix et le contrôle fiscal, les revues de littérature et diverses analyses quantitatives et statistiques d'utilisation.

Cet article se concentre sur l'analyse bibliométrique en raison de son utilisation courante et les auteurs croient à son pouvoir explicatif. Il serait pratiquement impossible d'entreprendre une revue systématique de la littérature sur une base individuelle pour un tel ensemble de données. Bibliométrie permet d'examiner l'évolution, les tendances et les collaborations interdisciplinaires dans le vaste domaine en constante évolution de la fiscalité. Le choix s'inscrit dans l'objectif de l'article, qui est de fournir un aperçu complet, car l'analyse bibliométrique permet d'évaluer les modèles de publication, les réseaux de citations et les tendances thématiques à l'échelle mondiale. L'article applique une approche d'analyse bibliométrique en raison de sa capacité inhérente à cartographier et analyser systématiquement de publications dans notre recherche. Enfin, cette étude propose une série d'étapes simples pour déterminer quels sont les articles les plus pertinents pour le développement de cette recherche : premièrement, le choix de la base de données ; deuxièmement, l'identification des mots-clés ; et troisièmement, la lecture approfondie des articles complets.

5. Résultats de la revue bibliométrique

En tant que discipline scientométrique récente, l'analyse bibliométrique implique l'application de méthodes statistiques pour évaluer les activités scientifiques dans le domaine de la recherche (Broadus, 1987). Cette analyse permet de résumer de grandes quantités de données scientifiques pour décrire et identifier l'état de la structure intellectuelle et les tendances émergentes d'un sujet de recherche donné (Donthu et al., 2021). Par conséquent, le domaine bibliométrique a gagné en popularité dans les entreprises et la recherche économique au cours des dernières années (Khan et al., 2020; Alshater et al., 2021; Donthu et al., 2021; Wang et al., 2021, 2021, 2022).

Plus récemment, Donthu et al. (2021) ont souligné que la popularité des analyse justifiée pour les raisons suivantes : premièrement, la disponibilité et l'évolution technique rapide de divers logiciels bibliométriques et bases de données scientifiques, tels que Web of Science, Scopus, Dimensions, etc.; d'autre part, l'utilité de l'analyse bibliométrique est fournie par la possibilité de traiter un grand échantillon de données scientifiques; et troisièmement, les tendances émergentes dans un domaine de recherche donné peuvent être plus facilement détectées. Pour ces raisons, l'analyse bibliométrique devrait avoir un impact significatif sur la recherche actuelle, en particulier sur les recherches futures. À ce jour, il n'existe pas de guide largement accepté pour l'analyse bibliométrique dans la recherche en finance et de fiscalité. Donthu et al. (2021) ont tenté de combler cette lacune en offrant, par le biais de leur article, une ligne directrice étape par étape pour mener des analyses bibliométriques appropriées dans les milieux universitaires.

En ce qui concerne l'outil bibliométrique utilisé pour l'analyse bibliométrique présenté dans cet article, selon les pratiques récentes des dernières études en bibliométrie publiées dans le domaine (Anuar et al., 2022; Caputo et al., 2021; Wang et al., 2021, 2021, 2022; Ferreira, 2018), nous avons adopté le logiciel VOSViewer (Van Eck & Waltman, 2010), qui permet trois types de cartes scientifiques telles que la visualisation en réseau, la visualisation par superposition et la visualisation de la densité.

Comme l'ont fait remarquer d'autres chercheurs (Xu et al., 2021a, 2021b), lorsqu'il choisit un outil bibliométrique, le chercheur doit tenir compte de son applicabilité et de son opérabilité. Selon Donthu et al. (2021), chaque logiciel bibliométrique a ses avantages et ses inconvénients ; par conséquent, dans de nombreuses situations, le meilleur choix serait d'utiliser une combinaison de logiciels bibliométriques pour valoriser au mieux les avantages mais aussi pour contrer les inconvénients de chaque logiciel (Donthu et al., 2021, 2020; Xu et al., 2021a, 2021b). Nous avons décidé d'utiliser VosViewer en raison de ses avantages.

Dans notre cas, les mots-clés utilisés dans la recherche étaient «transfer pricing» et « Taxation ». Les articles ont été sélectionnés en fonction de leur titre et résumé, et une recherche automatisée basée sur les citations (avec une exploration vers l'avant) a été réalisée. Les critères d'inclusion et d'exclusion ont servi à justifier l'acceptation ou le rejet des articles. Il est essentiel de comprendre l'impact de la réglementation récente, qui permet aux petites entreprises de lever des fonds par le biais du financement, sur les décisions des investisseurs. Les auteurs définissent les variables d'inclusion, d'exclusion et les justifications.

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 1 (2026), pp. 1-15
ISSN 2823-9350

Critères	Critères Inclusion	Critères d'exclusion
Justification	▪ Langue anglaise (vu que la majorité des articles publiés sont en anglais). ▪ L'article traite de «Transfer pricing» et « Taxation » ▪ Article publié en 2010-2023 (la période qui a connu une intensification des publications)	▪ Articles non universitaires. ▪ Articles en double

5.1. Évolution dans le temps du nombre de publications

La série de données se compose de 1,075 publications de 2008 à 2021, et l'évolution du nombre de publications au fil du temps est illustrée par la figure 1. Malgré la longue période au cours de laquelle ces articles ont été publiés, l'intérêt des universitaires pour ce domaine de recherche a commencé à croître de façon significative au cours des cinq dernières années (2020-2023). La tendance du nombre de publications continue d'augmenter, alors que pour 2021, on peut observer le plus grand nombre de publications ; cependant, cette année n'a pas été complètement incluse dans l'échantillon (jusqu'en novembre 2021). Cette constatation confirme fortement l'idée que ce domaine de recherche lié à la gestion des prix et la fiscalité deviendra de plus en plus intéressant pour les chercheurs, notamment dans le contexte des divers défis auxquels sont confrontées de nombreux pays pour assurer l'harmonisation des objectifs financiers, environnementaux et sociaux dans la réalisation des activités bancaires afin de créer et maximiser une valeur réelle.

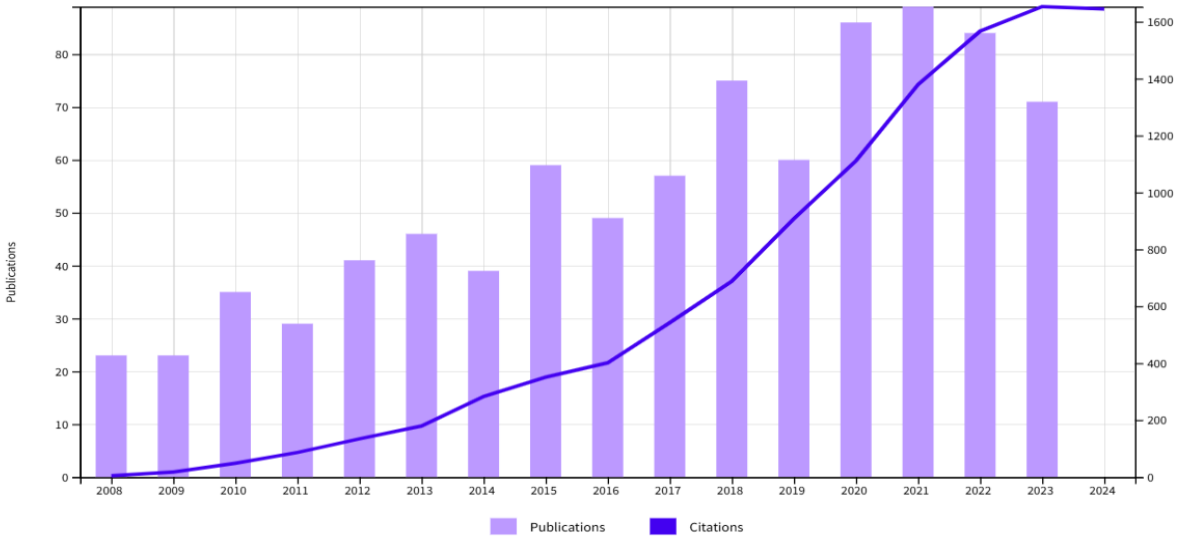


Figure 1: Evolution des publications dans le temps

Source : Web of science.

5.2. Évolution de la productivité des pays

Entre 2010 et 2023, la recherche sur la gestion des prix de transfert et le contrôle fiscal a vu la participation active de 59 pays, illustrant l'importance croissante de ce domaine à l'échelle mondiale. Parmi ces pays, Etats unis est le leader incontesté avec 209 publications, ce qui met

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 1 (2026), pp. 1-15
ISSN 2823-9350

en évidence non seulement un engagement significatif dans ce secteur. Germany, avec 99 publications, confirme sa position d'acteur clé, reflétant la croissance de ses flux bancaires et les investissements. Chine, avec 86 publications, témoigne de son héritage en matière d'ingénierie et d'efficacité financière, ainsi que de son engagement pour la taxation de ses processus bancaire.

Cette concentration des publications dans ces pays pourrait également indiquer une stratégie nationale ou régionale pour renforcer leur compétitivité sur le marché mondial. L'analyse de ces contributions met en lumière les priorités de recherche et les tendances émergentes dans les prix et taxation, tout en suggérant que d'autres nations pourraient développer davantage leur potentiel dans ce domaine crucial pour l'économie mondiale.

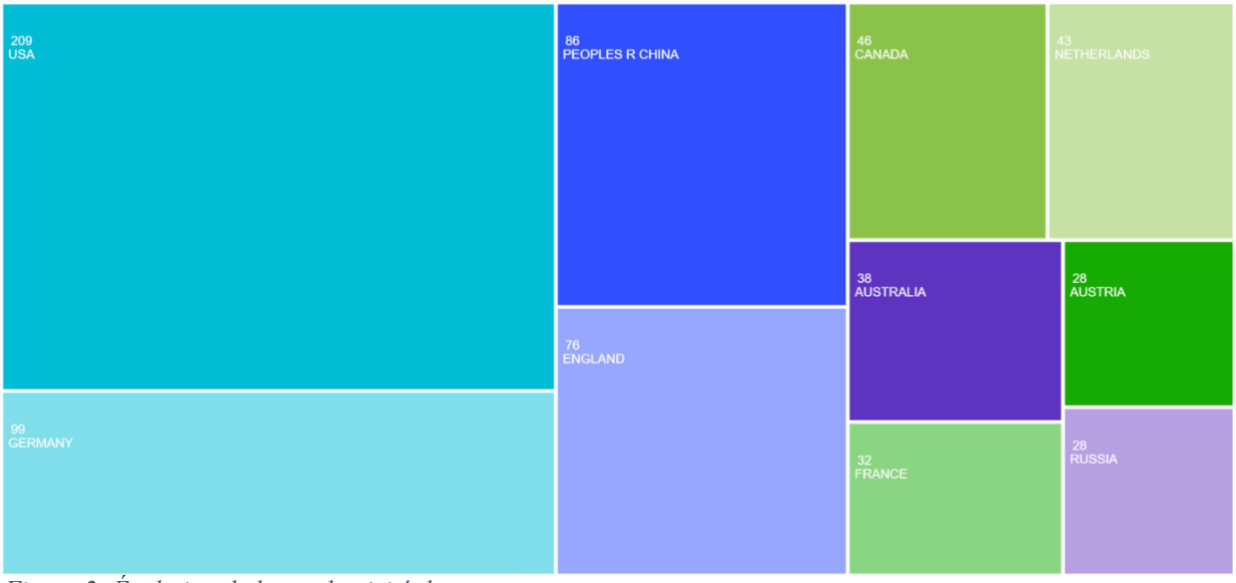


Figure 2: Évolution de la productivité des pays

Source : Web of science.

Tableau 1 : Décrit le réseau de collaboration la répartition des enregistrements par pays/régions ainsi que leur pourcentage par rapport à un total de 1,075. Avec 209 enregistrements (24,13%), les États-Unis représentent le quart des données totales, ce qui en fait le leader incontesté. Cela peut s'expliquer par la taille de son marché, son infrastructure avancée, ou sa position dominante dans divers secteurs. Allemagne (99, 11,43%), Angleterre (76, 8,78%), et France (32, 3,70%) sont parmi les contributeurs principaux. L'Europe, dans son ensemble, est bien représentée grâce à ses marchés solides et sa participation active dans des initiatives internationales. De tout ce qui précède, Les pays développés dominent largement, tandis que les pays en développement ou émergents ont une présence beaucoup plus faible. Même si les contributions des petits pays sont faibles, elles illustrent une répartition géographique relativement large, avec des participations provenant de chaque continent.

Pays/régions	Record Count	% of 1,075	Pays/régions	Record Count	% of 1,075
USA	209	24.134%	**SCOTLAND**	10	1.155%
GERMANY	99	11.432%	**SOUTH AFRICA**	10	1.155%
PEOPLES R CHINA	86	9.931%	**CHILE**	9	1.039%
ENGLAND	76	8.776%	**INDIA**	9	1.039%

CANADA	46	5.312%	**IRELAND**	9	1.039%
NETHERLANDS	43	4.965%	**POLAND**	9	1.039%
AUSTRALIA	38	4.388%	**TAIWAN**	9	1.039%
FRANCE	32	3.695%	**TURKEY**	9	1.039%
AUSTRIA	28	3.233%	**GREECE**	8	0.924%
RUSSIA	28	3.233%	**CROATIA**	7	0.808%
SPAIN	28	3.233%	**NEW ZEALAND**	7	0.808%
BELGIUM	27	3.118%	**SLOVAKIA**	7	0.808%
ITALY	27	3.118%	**ARGENTINA**	6	0.693%
NORWAY	25	2.887%	**FINLAND**	6	0.693%
CZECH REPUBLIC	20	2.309%	**SINGAPORE**	6	0.693%
SWITZERLAND	20	2.309%	**THAILAND**	6	0.693%
BRAZIL	18	2.079%	**NIGERIA**	5	0.577%
JAPAN	18	2.079%	**ROMANIA**	5	0.577%
SOUTH KOREA	15	1.732%	**SERBIA**	5	0.577%
INDONESIA	14	1.617%	**COLOMBIA**	4	0.462%
MEXICO	13	1.501%	**NAMIBIA**	4	0.462%
PORTUGAL	13	1.501%	**IRAN**	3	0.346%
DENMARK	12	1.386%	**ISRAEL**	3	0.346%
SWEDEN	12	1.386%	**MALAYSIA**	3	0.346%
UKRAINE	11	1.270%	**PERU**	3	0.346%

5.3. Analyse des co-occurrences de mots-clés

L'analyse des co-occurrences de mots-clés permet d'identifier les principaux thèmes et relations dans un corpus de documents scientifiques ou techniques. Dans le contexte de cette étude, les mots-clés sont regroupés en clusters thématiques grâce à VOSviewer, révélant des sous-domaines interconnectés autour du thème central, "transfer pricing" (prix de transfert).

Le graphe met en évidence que le "transfer pricing" est un sujet central, étroitement lié à des notions comme la fiscalité internationale, l'évasion fiscale, et la compétition économique. Par exemple, des mots-clés tels que "taxation" et "profit shifting" (déplacement des bénéfices) forment un cluster dense qui illustre les enjeux fiscaux des multinationales face à des réglementations complexes.

Un autre cluster, lié aux coûts et flux bancaire, associe des termes comme "costs", et "competition", soulignant l'importance des prix de transfert dans les stratégies bancaires et commerciales globales.

Ces relations entre mots-clés indiquent que les politiques fiscales et les stratégies économiques ne peuvent être analysées isolément, car elles sont influencées par des facteurs environnementaux, sociaux et réglementaires à l'échelle internationale. Ainsi, l'analyse des co-occurrences met en lumière les interconnexions entre différents domaines d'étude, fournissant une vision globale et intégrée des enjeux liés au prix de transfert.

International Journal of Economics and Management Sciences
Volume 5, Issue 1 (2026), pp. 1-15
ISSN 2823-9350

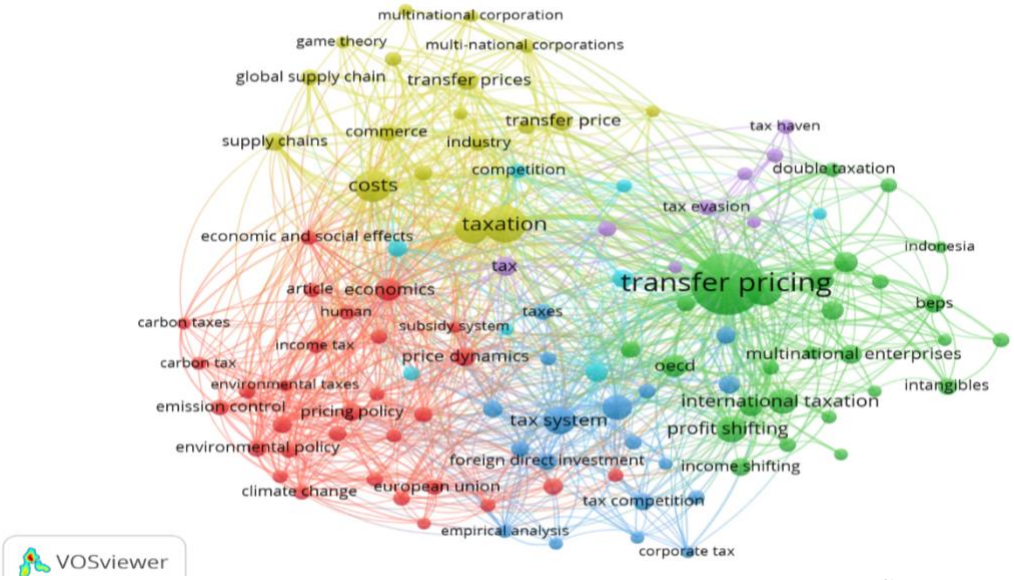


Figure 3: Co-occurrences de mots-clés

Source : Vosviwer

Figure 4 La carte de densité générée par VOSviewer représente l'intensité des co-occurrences des mots-clés dans le corpus étudié, où les zones les plus lumineuses (en jaune) indiquent une concentration élevée de mots-clés étroitement liés.

Le terme central **"transfer pricing"** (prix de transfert) apparaît comme le cœur du réseau, avec une densité élevée, indiquant qu'il est le point focal des recherches. Autour de ce noyau, des zones de densité moyenne (en vert) comme **"taxation"**, **"international taxation"**, et **"profit shifting"** soulignent des thématiques directement connectées aux prix de transfert, notamment les stratégies fiscales des multinationales et les réglementations internationales.

Des zones de densité plus faible (en bleu-vert) regroupent des thématiques secondaires, comme les **"systèmes fiscaux"**, les **"coûts"**, ou encore les **"taxes environnementales"**, suggérant des sujets moins fréquemment abordés mais néanmoins pertinents.

Cette visualisation de densité met en évidence les relations hiérarchiques entre les concepts. Les thématiques principales, centrées sur la fiscalité et la gestion des prix de transfert, dominent, tandis que des sujets émergents, comme les taxes environnementales ou les politiques de concurrence, se positionnent en périphérie, témoignant de leur développement progressif dans la littérature.

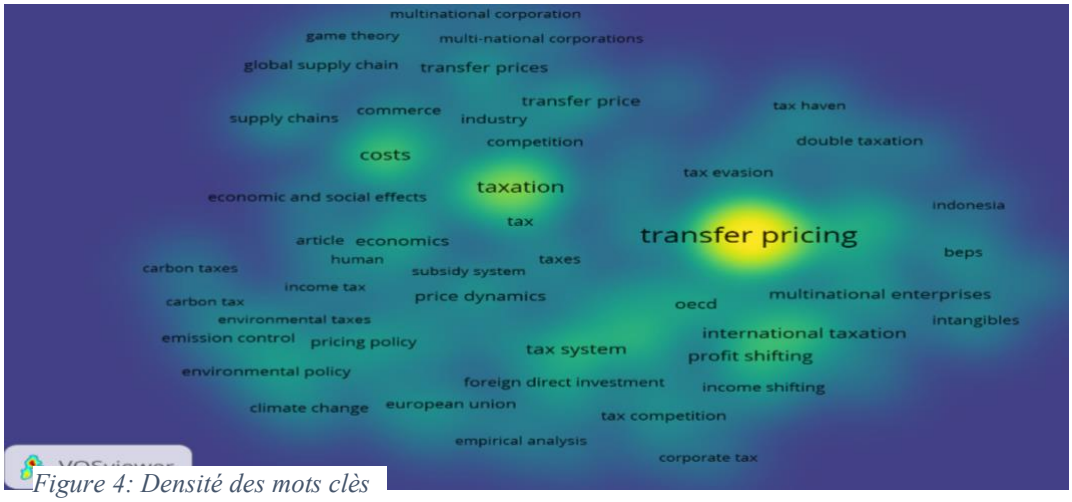


Figure 4: Densité des mots clès

Conclusion

L'objectif principal de cette étude était de passer en revue les 14 dernières années de recherche sur la gestion des prix et la taxation dans le domaine financière, à partir des années 2008 jusqu'à la fin de 2023. La présente recherche a extrait et analysé les publications dans la recherche en sciences de gestion. Cette étude a utilisé la base de données indexée Social Science Citation de Web of Science et Scopus. Le logiciel VOS Viewer a été utilisé pour effectuer l'analyse bibliométrique en analysant et en visualisant plusieurs caractéristiques des publications telles que la « co-occurrence » de mots-clés d'auteur, l'analyse de coauteurs sur la base de pays et le « couplage bibliographique » sur la base d'auteurs, sources, institutions, pays et documents.

A cet égard, le pays le plus influent dans le domaine de la recherche sur la gestion des prix et la taxation était les États-Unis, avec une énorme différence par rapport aux autres pays tels que Germany, la République populaire de Chine, les Pays-Bas, l'Espagne, le Canada, la Turquie, l'Angleterre, le Pakistan, l'Afrique du Sud et la Corée du Sud.

Les résultats et conclusions ci-dessus nous permettent de déduire qu'il y a eu des recherches dans différentes parties du monde sur les divers aspects. Au cours des dernières années, la recherche sur la gestion des prix a pris de l'ampleur. Cependant, ce dernier est encore à un niveau naissant lorsqu'il s'agit de l'applicabilité des concepts. Les analyses des chercheurs coauteurs entre différents pays montrent non seulement une collaboration inter-pays mais intercontinent entre chercheurs sur la recherche de la gestion des prix. En outre, la plupart des recherches ont été menées jusqu'à présent dans le contexte américain, néerlandais, chinois et australien. Il existe un énorme fossé pour étudier la gestion des prix dans le contexte africain, moyen-oriental et sud-asiatique.

Enfin, la principale contribution de cette étude est le résultat d'un examen structuré, complet et objectif de la littérature. Ces résultats offrent aux chercheurs et aux universitaires une orientation pour explorer davantage le domaine dans le domaine des sciences sociales. Cette étude fournit également aux chercheurs des outils pour construire des réseaux avec de multiples institutions, pays et auteurs à travers le monde qui ont contribué de manière significative dans ce domaine.

Références bibliographiques

Chaihab, S., & Abkar, Y. (2024). Réflexion théorique sur la politique des prix de transfert au Maroc et sa comparaison approfondie avec les directives de l'OCDE. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 5(5), 86-109.

Chan, K. H., Lo, A. W. Y., & Mo, P. L. L. (2015). An empirical analysis of the changes in tax audit focus on international transfer pricing. Journal of International Accounting, Auditing and Taxation, 24, 94–104

Chong, V. K., Loy, C. Y., Masschelein, S., & Woodliff, D. R. (2018). The effect of performance evaluation schemes on predicted transfer prices: Do leadership tone and perceived fairness concerns matter? Management Accounting Research, 41, 11–19.

Clempner, J. B. (2019). Optimal level of transfer pricing for profit sharing: A Lagrange regularized game theory approach. Optimization and Engineering, 20(3), 833–852.

Davies, R. B., Martin, J., Parenti, M., & Toubal, F. (2018). Knocking on tax haven's door: Multinational firms and transfer pricing. Review of Economics and Statistics, 100(1), 120–134.

Dwi Putra, P., Zainal, A., Thohiri, R., & Harahap, K. (2019). Factors affecting tax avoidance in indonesia and singapore practices: a view from agency theory. Labuan Bulletin of International Business &Finance, 17(2), 24-40

Elhammoudi, A., & Abkar, Y. (2022). Déterminants des prix de transfert pour les multinationales marocaines : Étude empirique sur les sociétés cotées à la bourse de Casablanca pour la période 2016-2019. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 3(6-2), 146-157.

Ftouhi, K., & Ghardallou, W. (2020). International tax planning techniques: a review of the literature. Journal of Applied Accounting Research, 21(2), 329-343.

Gaaya, S., Lakhal, N., & Lakhal, F. (2017). Does family ownership reduce corporate tax avoidance? The moderating effect of audit quality. Managerial Auditing Journal, 32(7), 731–744

Guenther, D. A., Matsunaga, S. R., & Williams, B. M. (2017). Is tax avoidance related to firm risk? Accounting Review, 92(1), 115–136

Hanlon, M., & Heitzman, S. (2010). A review of tax research. Journal of Accounting and Economics, 50(2), 127–178.

Hemling, L., Rossing, J. C. P., & Hoffjan, A. (2022). The use of information technology for international transfer pricing in multinational enterprises. International Journal of Accounting Information Systems, 44

Khoirul Huda, M., Nugraheni, N., & Kamarudin, K. (2017). International Journal of Economics and Financial Issues The Problem of Transfer Pricing in Indonesia Taxation System. International Journal of Economics and Financial Issues, 7(4), 139–143.

Klassen, K. J., Lisowsky, P., & Mescall, D. (2017). Transfer pricing: Strategies, practices, and tax minimization. Contemporary Accounting Research, 34(1), 455–493.

Kohlhase, S., Wielhouwer, J. L. (2023). Tax and tariff planning through transfer prices: The role of the head office and business unit. Journal of Accounting and Economics, 75(2-3),

Lanis, R., & Richardson, G. (2013). Corporate social responsibility and tax aggressiveness: A test of legitimacy theory. Accounting, Auditing and Accountability Journal, 26(1), 75–100

Lee, B. B., Dobiyanski, A., & Minton, S. (2015). Theories and Empirical Proxies for Corporate Tax Avoidance. Journal of Applied Business and Economics, 17(3), 21-34

Liu, G., Zhang, J., & Tang, W. (2015). Strategic transfer pricing in a marketing–operations interface with quality level and advertising dependent goodwill. Omega, 56, 1–15.

Pangaribuan, H., Fernando Hb, J., Agoes, S., Sihombing, J., & Sunarsi, D. (n.d.). The Financial Perspective Study on Tax Avoidance.

Rathke, A. A., Rezende, A. J., & Watrin, C. (2021). The impact of countries' transfer pricing rules on profit shifting. Journal of Applied Accounting Research, 22(1), 22-49.

Rogers, H., Oats, L. (2022). Transfer pricing: changing views in changing times. Accounting Forum, 46(1), 83-107.

Sebele-Mpofu, F., Mashiri, E., & Schwartz, S. C. (2021). An exposition of transfer pricing motives, strategies and their implementation in tax avoidance by MNEs in developing countries. Cogent Business and Management, 8(1).

Taylor, G., & Richardson, G. (2012). International Corporate Tax Avoidance Practices: Evidence from Australian Firms. International Journal of Accounting, 47(4), 469–496.